



Compte rendu de la rencontre organisée par le «Collectif Solidarité Al Qarara » le samedi 6 février à Saint Pierre d'Aurillac....

L'ENFER DE GAZA...

Le « Collectif Solidarité Al Qarara » organisait samedi 6 février à l'école de Saint Pierre d'Aurillac une rencontre très pédagogique et conviviale sur le sujet palestinien avec deux invités de marque : Taoufik Tahani président national l'«Association France Palestine Solidarité » » et Ibrahim Khashan président de l'Association pour le développement Humain à Al Qarara qui est intervenu par Skype depuis Gaza. Un grand, très grand moment d'émotion et de liberté au-dessus des murs et des miradors qui enferment Gaza victime depuis plusieurs années d'un blocus inhumain !

SOLIDARITE AL QARARA

Plus de 40 personnes assistaient à cette soirée présentée par Michel Hilaire, un des trois coprésidents de « Solidarité Al Qarara » avec Anne Larrouy (Saint Pierre d'Aurillac) et Philippe Lasserre (Fargues de Langon).

Cette Association a été fondée en 2002 dans le cadre d'un projet de jumelage des camps palestiniens avec des villes Française initié par Fernand Tuil. Le projet se poursuit aujourd'hui par un partenariat avec « **l'Association pour le Développement Humain** » dirigée par Ibrahim Khashan.

A cette maîtrise d'œuvre directe s'ajoute une participation active à une opération de coopération internationale décentralisée sur le thème de l'eau entre la ville de Tubas (Cisjordanie) et les communes de Saint Pierre d'Aurillac et de Fargues. Signalons à ce sujet, la réalisation d'un livre écrit par des enfants français et palestiniens sur le thème de l'eau (dans les deux langues française et arabe). Vous pouvez vous le procurer gratuitement auprès de l'association*.

TAOUFIK TAHANI président de l'AFPS

Tous les ans, Solidarité Al Qarara invite une personnalité nationale afin qu'elle développe son « *propre regard sur la Palestine* » qu'il s'agisse de militants juifs ou arabes, palestiniens ou français, qu'il s'agisse de techniciens, de philosophes ou d'artistes. L'invité de ce mois de février était Taoufik Tahani le président national de l'Association France Palestine Solidarité.

Dans la première partie de cette rencontre, Taoufik Tahani a abordé un peu surpris, à la demande de Michel Hilaire, le cheminement de son engagement de franco-marocain en faveur des palestiniens ; engagement très affectif d'un jeune étudiant marocain qui s'est bâti plus concrètement ensuite à la

lecture des écrits et sous l'influence des idées d'Abraham Serfaty, militant antisioniste convaincu, issu d'une famille juive de Tanger.

De manière très pédagogique, il a ensuite expliqué comment le gouvernement Israélien foulait aux pieds les décisions internationales concernant la création d'un Etat Palestinien alors que les négociations d'Oslo avaient déjà représenté un compromis très désavantageux pour les palestiniens. Ceux-ci avaient accepté de ne revendiquer que 22% du territoire de la Palestine historique pour édifier leur état, mais les gouvernements israéliens veulent s'accaparer 60% de ce même territoire connu selon la terminologie d'Oslo comme « Zone C », exclusivement sous autorité militaire et administrative israélienne.

Il a également expliqué comment le grignotage illégal des colonies et la « judaïsation » de Jérusalem étaient de véritables provocations visant à rendre impossible tout futur accord et la constitution d'un état palestinien. Autant de freins à une solution pacifique auxquels s'ajoute le statut des réfugiés palestiniens chassés de leurs terres comme celui des arabes de citoyenneté israélienne.

Cette politique de la terre brûlée ne laisse entrevoir aucune solution, attise la haine et nourrit tous les terrorismes au point où des intellectuels juifs de plus en plus nombreux s'inquiètent d'une disparition à terme d'Israël si aucune solution viable n'est recherchée laissant comme seule issue un déchaînement sans précédent de violences. La volonté d'Israël de donner un caractère religieux à ce conflit notamment en revendiquant l'esplanade des mosquées rend impossible tout règlement car si on peut négocier « politiquement » sur les questions de colonisation et d'occupation, on ne négocie pas sur « le religieux » qui a par essence un caractère sacré et divin.

Pour Taoufik Tahani, seule une initiative internationale forte (réunion, conférence...) comme l'a proposé dernièrement le ministre français des affaires étrangères Laurent Fabius peut permettre de débloquer la situation. En effet, le déséquilibre (militaire, financier, économique...) entre Israéliens et Palestiniens est si important qu'il est illusoire de les laisser négocier en tête-à-tête sans parapluie international ni référence aux résolutions de l'ONU. Comme l'a si bien décrit Uri Avneri (écrivain et journaliste israélien militant pacifiste et des droits des Palestiniens) « *c'est comme si on enferme un loup et un agneau dans une pièce en leur demandant de s'entendre, c'est impensable... sauf à changer tous les jours d'agneau...* ». Il a appelé également à intensifier la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanction) contre Israël en s'indignant des décisions gouvernementales françaises (en particulier la circulaire Alliot Marie encore en vigueur aujourd'hui) visant à criminaliser cette action qui ne vise pourtant qu'à obliger Israël de respecter le droit international. Le boycott a fait ses preuves dans le passé en particulier concernant l'Afrique du Sud et de nombreuses victoires ont été acquises en matière de désinvestissement d'entreprises françaises et européennes. Cependant la mauvaise interprétation de la Loi française par la circulaire Alliot-Marie, tend à l'interdire pour un seul pays : Israël, l'assimilant à de l'antisémitisme.

Selon Taoufik Tahani, la décision de l'autorité palestinienne de solliciter son adhésion à la Cour Pénale Internationale et de demander une enquête sur les crimes de guerre commis par Israël peut faire évoluer la situation dans le sens du respect du droit.

Cette analyse a bien sûr été suivie d'un débat où ont été notamment abordés l'inquiétante incapacité des différents courants palestiniens à s'entendre, le rôle du Fatah et de Mammoud Abbas, ainsi que tentatives de faire douter de l'efficacité du « boycott » quand à l'emploi de travailleurs palestiniens. Ce dernier argument avait déjà été utilisé du temps de l'apartheid sud-africain et doit être combattu d'autant plus que l'action citoyenne qu'est le boycott est une demande de la société civile palestinienne et des anticolonialistes israéliens. A suivre...

GAZA... LE DÉSESPOIR...

Malgré quelques petits problèmes techniques, le miracle a encore eu lieu vers 19H30 et Ibrahim Khashan, le président de l'Association pour le Développement Humain, est apparu sur le tableau blanc de la classe primaire pour nous parler par Skype de la situation à Gaza. Moment d'émotion pour tous les participants, adhérents, sympathisants, journalistes...

Il a tenu à nous parler de la vie quotidienne à Gaza, de la situation des agriculteurs, des pêcheurs et des femmes et des enfants en particulier. Ibrahim, que nous avons toujours admiré pour son optimisme semblait anéanti et désespéré.

En effet, malgré les promesses de dons et de reconstruction pris par la communauté internationale, la situation à Gaza est au point mort avec un siège et un blocus terribles, avec le non-respect de tous les engagements. Les matériaux de reconstruction ne rentrent pas, certains sont même interdits comme le bois sous prétexte qu'il peut servir à construire des tunnels. *« Dans certains quartiers, on dirait que les bombardements ont eu lieu la veille et les gens vivent encore dans les ruines »*. L'électricité ne fonctionne que quelques heures par jour désorganisant le travail des (rares) usines encore en fonction, des écoles, et toute la vie familiale. Les pêcheurs renoncent à prendre la mer sous le feu des bâtiments de guerre israéliens qui leur tirent dessus privant ainsi les gazaouis d'une ressource importante venue de la mer. Ceci alors que l'accord de cesser le feu avait autorisé la pêche aux palestiniens sur une distance encore plus grande des côtes. Les paysans d'Al Qarara ont vu leurs plantations dévastées lors de la guerre de 2014 et n'ont plus le courage de replanter d'autant plus que le coût de la vie et des produits a tellement augmenté qu'ils deviennent inaccessibles à la plus part des habitants durement plombés par des taxes du Hamas qui contrôle Gaza sous une poigne de fer, restreignant fortement les libertés.

UNE TERRIBLE LUTTE CONTRE LES TRAUMATISMES DE GUERRE

Il nous a confirmé que l'essentiel du travail de l'association, outre les aides de premier secours humanitaire, était de développer les activités de soutien scolaire et de jeu pour les enfants (deux salles supplémentaires viennent d'être construites dans le local de l'association) afin de combattre les traumatismes de guerre qui affectent très fortement les familles. Celles-ci sont pour la plupart désorientées, incapables de comprendre les peurs, les traumatismes qui affectent leurs enfants. Ces derniers ont perdu tout repère social et humain et sont de plus souvent soumis à la malnutrition, mal soignés faute de médicament. La drogue prend une grande ampleur et fait des ravages. Les bénévoles de l'association accueillent des centaines d'enfants mais la lutte est dure difficile et inégale à Al Qarara encore plus qu'ailleurs car nous sommes dans une zone tampon très dangereuse sous le feu et les incursions perpétuelles d'Israël.

C'est donc un visage inhabituel de notre ami que nous avons découvert. Lui dont l'optimisme nous a toujours déconcertés semblait au bout du rouleau *« C'est intenable, nous a-t-il dit mais le monde entier nous ignore, on parle de la Syrie, du Yémen, de L'Irak de l'Afrique mais pour Gaza, c'est le silence alors que c'est terrible, plus de travail, plus de lien social, on ne sait même plus qui paie les fonctionnaires qui pour la plupart n'ont même plus de boulot faute d'infrastructures, on meurt à petit feu... dans la situation actuelle, si les frontières s'ouvrent, il faut s'attendre à un exode massif de plus d'un million de personnes »*.

Affirmation effroyable confirmant une dernière étude de la CNUDED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le Développement) qui se conclue ainsi *« Si le blocus actuel persiste et que les niveaux de l'aide des donateurs restent insuffisant, (...) Gaza ne sera pas économiquement viable et la*

situation socioéconomique déjà lamentable ne pourra que se détériorer davantage. D'où, probablement, une multiplication des conflits, une pauvreté de masse accrue, un chômage encore plus élevé, des pénuries d'électricité et d'eau potable plus nombreuses, une insuffisance des soins de santé et un effondrement des infrastructures. En bref, Gaza sera invivable. »

Situation dramatique affirme ce rapport mais qui pourrait se révéler irréversible.

CONTINUER COÛTE QU COÛTE...

Difficile de mener une action dans ces conditions désespérées mais l'association Solidarité Al Qarara a fait le pari de continuer son travail d'aide financière et d'encouragement à leurs amis palestiniens.

Ce n'est pas la moindre des choses loin de là et un immense sourire a envahi le visage d'Ibrahim (qui n'avait pas l'image de notre assemblée) quand il a entendu le tonnerre d'applaudissements spontanés qui a clôturé la fin de la rencontre. Il s'est mis lui-même à applaudir ainsi que ses trois enfants assis près de lui en nous confirmant que ce soutien lui faisait chaud au cœur !

UNE INVITATION CONCRÈTE À LA SOLIDARITÉ

N'hésitez pas à diffuser cette information pour faire connaître la vérité sur Gaza et contribuer à créer un réseau de solidarité concret autour des gazaouis et du travail de « Solidarité Al qarara* ».

**Collectif Solidarité Al Qarara*

<http://www.alqarara.fr/>

Mairie de Saint Pierre d'Aurillac - 124 avenue de la Libération - 33490 ST PIERRE D'AURILLAC - tel : 05 56 63 30 27

Contact : Michel Hilaire (Président du Collectif) - Tel : 05 56 63 53 40 - michelu@wanadoo.fr ou

contact@alqarara.fr

Si vous souhaitez être informé régulièrement de l'action de l'association, n'hésitez pas à nous le faire savoir, plus de cent personnes reçoivent nos infos... vous pouvez aussi adhérer (10 euros individuel ou 15 euros adhésion familiale)... ou verser un don... à nous faire parvenir en Mairie de St Pierre d'Aurillac à l'attention de Marie-Pierre

Solidarité Al Qarara

N° CCP : 1222425 S 022

<https://www.facebook.com/photo.php?fbid=1676029639338382&set=a.1392622561012426.1073741828.100007940863684&type=3&theater>